

La laïcité n'est pas assez enseignée à l'école (sondage)

Paris, 3 févr. 2021 (AFP) -

Une majorité de Français estime que la laïcité n'est pas assez enseignée à l'école et que les enseignants ne sont pas assez bien formés ou outillés pour le faire, selon un sondage publié mercredi, plus de trois mois après l'assassinat de Samuel Paty.

Selon cette étude annuelle réalisée par l'institut Viavoice pour l'Observatoire de la laïcité, les Français restent à 73% (stable) attachés au principe de la laïcité tel que défini par le droit (séparation de l'Etat et des religions, liberté de cultes, neutralité de l'administration...).

59% des personnes interrogées jugent que la laïcité n'est pas assez enseignée à l'école, contre 5% qui estiment qu'elle l'est trop et 18% suffisamment. Les Français sont bien plus nombreux à estimer qu'elle est actuellement mal enseignée (38%) que bien enseignée (10%).

Ils sont également plus nombreux à penser qu'on n'enseigne pas assez le fait religieux (34%) à l'école, au collège ou au lycée, que suffisamment (27%) ou trop (16%).

Près des deux tiers (63%) estiment que les professeurs ne sont pas assez outillés et informés pour expliquer la laïcité, un chiffre que l'on retrouve également à propos des faits religieux, selon ce sondage réalisé en décembre, après l'assassinat, en octobre, du professeur Samuel Paty par un extrémiste qui lui reprochait d'avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves.

"Les Français, qui sont très attachés au principe de laïcité, considèrent qu'il s'apprend aussi à l'école. Or l'enseignement de la laïcité comme du fait religieux reste aujourd'hui très inégal sur le terrain, et doit absolument être renforcé", a expliqué à l'AFP Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, une instance chargée d'assister le gouvernement dans son action pour le respect de la laïcité.

La publication de ce sondage, réalisé sur un échantillon représentatif de 2.000 adultes, intervient alors que l'Assemblée nationale examine depuis lundi le projet de loi contre le "séparatisme", notamment contre l'islamisme radical, qui prévoit entre autres un encadrement plus sévère de l'instruction à domicile et un contrôle renforcé des associations, y compris et surtout religieuses, et du financement des cultes.

emd/lbx/bow

Afp le 03 févr. 21 à 14 19.